

Enquête auprès des institutions financières sur le changement climatique

Engagement actif



FÉVRIER 2021

Marketing communication



Le sujet.

L'impact du changement climatique sur le secteur financier se chiffre déjà en milliards de dollars, uniquement en comptabilisant les événements météorologiques extrêmes. Si on y ajoute d'autres éléments comme les risques de crédit pour les banques, les retards dans la lutte contre le changement climatique pourraient coûter jusqu'à 1 200 milliards de dollars aux institutions financières au cours des 15 prochaines années.¹



Le changement climatique engendre deux types de risques pour les banques : les risques de transition et les risques physiques. La *transition* vers une économie bas carbone implique que des secteurs entiers, tels que la production d'électricité ou le pétrole et le gaz, soient exposés à un durcissement des réglementations, au développement de technologies disruptives et à l'évolution des habitudes des consommateurs. Bien que les institutions financières financent largement les projets d'énergies fossiles, elles n'ont historiquement peu tenu compte du changement climatique dans leur analyse de crédit et l'allocation de capitaux. L'exposition des entreprises financières à ces actifs est difficile à évaluer, de même que les risques liés au changement climatique. Les risques *physiques* incluent les demandes d'indemnisation et les versements liés aux conditions météorologiques pour les assureurs, la hausse des primes pour les consommateurs et les actifs échoués (*stranded assets*) pour les banques.

Un peu d'histoire

L'accord de Paris en 2015 a marqué un tournant dans la relation entre les institutions financières et la réglementation ESG.² Les fournisseurs de capitaux sont soumis à une pression croissante, parfois réglementaire, afin de démontrer tant leur durabilité propre que la manière dont ils intègrent la « finance verte » dans leurs décisions d'allocation de capitaux auprès de leurs clients.³

Figure 1 : Initiatives pour de meilleures pratiques face au changement climatique dans le secteur financier



Différentes initiatives ont émergé afin d'améliorer la transparence climatique des portefeuilles de prêts des banques. La plus importante, les Principes pour une banque responsable de UNEP de 2019, rassemble 130 institutions financières mondiales développant des méthodologies et outils d'analyse en accès libre visant à « définir le cadre indispensable au système bancaire durable du futur ». ⁴ Le premier bilan est prévu pour la fin 2021.

Des promesses pour quel résultat au niveau de l'exposition aux combustibles fossiles ?

Toutefois, depuis que l'accord de Paris est entré en vigueur en 2015, les prêts bancaires au secteur des énergies fossiles ont augmenté de près de 2 000 milliards de dollars, en contradiction avec les engagements pris.¹

En tant qu'investisseur engagé, Candriam a entrepris diverses discussions avec des banques et des compagnies d'assurances pour déterminer si ces déclarations d'intention publiques ont commencé à avoir un effet positif sur les publications et les pratiques. Nous avons aussi analysé si les institutions financières qui n'étaient pas impliquées dans ces initiatives affichaient des résultats inférieurs à la moyenne en matière de publication d'informations, de politique climatique et d'exposition aux combustibles fossiles.

Notre campagne d'engagement en faveur du climat, lancée au second semestre 2019, a suscité des réactions de la part de 33 institutions financières : 27 banques et six assureurs. Nous avons intégré les observations et conclusions d'ONG comme *Banking on Climate change*⁵ et d'initiatives rassemblant d'autres investisseurs comme les *rapports sur le changement climatique* du CDP et l'enquête *Banking on a Low-Carbon Future* de ShareAction.

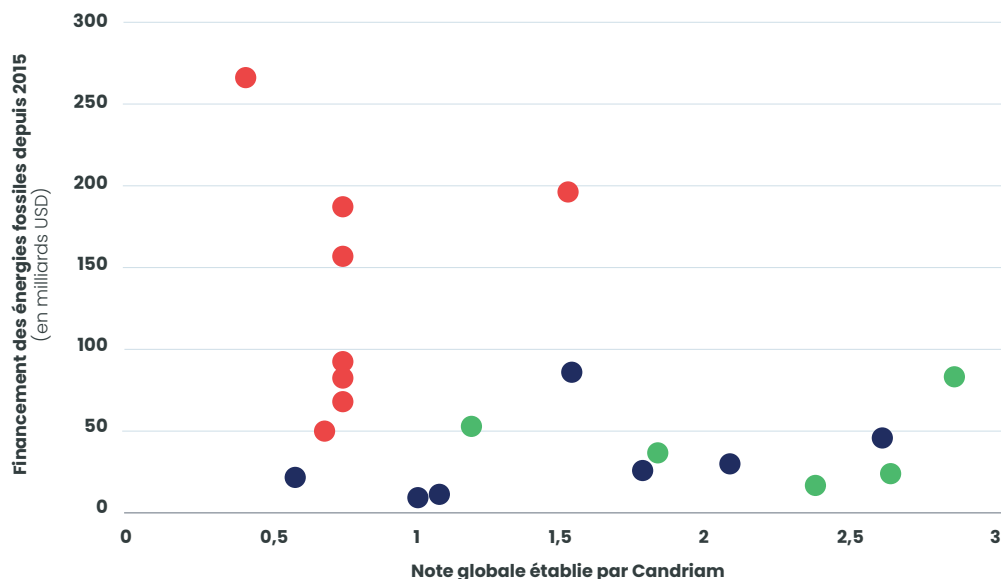
Nos sujets comprenaient deux grandes catégories : la méthodologie utilisée pour évaluer l'exposition aux activités contribuant aux émissions de GES et l'approche adoptée pour atténuer les risques qui en découlent pour leurs portefeuilles.

La plupart des investisseurs s'accordent sur la nécessité d'améliorer les informations extra-financières. En gardant à l'esprit les recommandations du TCFD³, nous avons examiné l'exposition au charbon et aux combustibles fossiles et dialogué avec les participants sur leur exposition aux risques physiques tels que des remboursements imprévus à la suite d'incendies, inondations, etc. Nous avons discuté de leurs approches en matière de financement de projets, de prêts et d'assurances liés aux performances, et de soutien aux clients dans le cadre de la transition vers une économie bas carbone (en particulier pour leurs clients des secteurs agricole et extractif).

Nous avons développé un système de notation global incluant le niveau de transparence et la politique mise en place par chaque société. Quand cela était possible (pour 20 sociétés), nous avons comparé notre note globale à leur niveau de risque fondé sur le *Banking on Climate Change Report 2020*⁵. Bien que certaines entreprises se soient montrées critiques envers la méthodologie de l'ONG, aucune n'a décidé de nous fournir des données ajustées.

Plusieurs participants ont accru leur financement d'énergies fossiles de plus 50 milliards de dollars chacun depuis l'accord de Paris. Au sein de ce groupe, huit ont également obtenu une piètre note globale. Parmi ces huit participants à haut risque, en rouge sur le graphique, cinq ont refusé de répondre à nos questions. Cela témoigne d'une forte corrélation entre le refus de rejoindre les initiatives les plus avancées du secteur financier et de piètres politiques et pratiques environnementales.

Figure 2 : Note globale comparée au financement des énergies fossiles depuis 2015



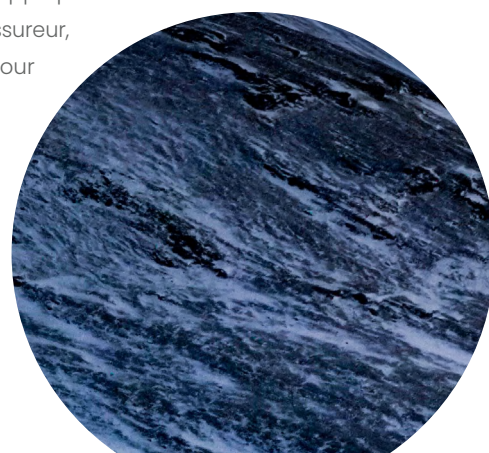
Sources : Candriam et Rainforest Action Network.

Seul un participant jugé à haut risque selon notre note globale était signataire des initiatives climatiques de l'industrie financière. Cela démontre que les entreprises qui s'engagent publiquement vont au moins dans une meilleure direction.

Une autre preuve de l'intérêt de ces programmes est que les cinq banques qui ont pris part à l'une des premières initiatives du genre, l'engagement de Katowice en 2018, en **vert** sur le graphique, ont réduit leurs financements aux énergies fossiles depuis l'accord de Paris en 2015. Elles ont, toutes les cinq, obtenu une bonne note d'engagement globale.

Cela renforce notre conviction que des engagements spécifiques et individuels devraient être entrepris avec certains acteurs pour les sensibiliser à l'impact des pratiques en matière de prêts sur le climat. De plus, nous observons que la participation à ces initiatives de premier plan est corrélée avec l'amélioration des pratiques. En ce qui concerne la publication des prêts et de l'exposition au financement des énergies fossiles, il est également nécessaire de prendre des mesures ciblées, notamment via des initiatives de collaboration et un engagement direct. La publication d'informations extra-financières constitue en général le premier obstacle à franchir, comme le démontrent plusieurs absences de réponses à des questions que nous considérons comme fondamentales. Le tableau détaillé des « symptômes » n'est pas encore disponible, même si nous devrions déjà être dans la phase de traitement de cette « maladie ».

Du côté des compagnies d'assurances, il convient de distinguer Axa qui applique les meilleures pratiques selon nous. Nous n'avons pas contacté directement l'assureur, car ses publications renseignaient toutes les informations nécessaires pour notre analyse.



Prochaines étapes

Un an après le lancement de notre étude et de notre programme d'engagement, de nombreuses institutions financières ont évolué dans la bonne direction tant au niveau du reporting que de leurs pratiques dans le financement du secteur des énergies fossiles.

Il reste certes beaucoup à faire et la vitesse du changement climatique ne nous offre aucun répit. En choisissant ce qu'elles financent aujourd'hui, les institutions financières peuvent construire le monde de demain.

Candriam continue de s'engager en faveur d'une plus grande transparence, du financement de la transition énergétique et de l'arrêt progressif des financements aux énergies fossiles. À la suite des succès remportés par des groupements d'investisseurs comme IIGCC et CA100+ dans la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie par les plus gros émetteurs de GES –notamment lors des AG–, nous sommes persuadés que le secteur financier sera le prochain sous le feu des projecteurs.

Signe de cette attention de plus en plus forte, les résolutions d'actionnaires reçues en 2020 par les sociétés financières telles que Barclays, JPMorgan Chase, Toronto-Dominion Bank, Danske Bank, Topdanmark, National Australia Bank et Australia New Zealand Bank.

Nous nous attendons à ce que cette tendance s'accélère et Candriam entend jouer un rôle actif.

1 - Share Action. *Banking on a Low-Carbon Future: Finance in a Time of Climate Crisis*, 2019. <https://www.euractiv.com/wp-content/uploads/sites/2/2019/11/Full-Report-Finance-in-a-time-of-climate-crisis-FV.pdf>, consulté le 4 février 2021. Voir également : Share Action. *Banking on a Low-Carbon Future: Finance in a Time of Climate Crisis*, 2020. <https://shareaction.org/wp-content/uploads/2020/04/ShareAction-Banking-Report-2020.pdf>

2 - Par rapport au scénario de référence de l'AIE (qui intègre les CDN de l'accord de Paris, mais aboutit à un réchauffement de 2,7°C), les investissements dans les projets pétroliers devraient être réduits de 83 % pour limiter le réchauffement à 1,6°C et de 60 % dans un scénario 1,7-1,8°C. Carbon Tracker Initiative. *Breaking the Habit – Why non of the large oil companies are "Paris aligned", and what they need to do to get there*. Septembre, 2019. <https://carbontracker.org/reports/breaking-the-habit/>, consulté le 4 février 2021.

3 - Le Conseil de stabilité financière (CSF) – avec la création du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD) –, la Prudential Regulation Authority (PRA) et la Financial Conduct Authority (FCA) contribuent à la régulation ESG du secteur bancaire.

4 - <https://www.unepfi.org/publications/principles-for-responsible-banking/>, consulté le 4 février 2021.

5 - Rainforest Action Network. *Banking on Climate Change, Fossil Fuel Finance Report*. 2020. <https://www.ran.org/bankingonclimatechange2020>, consulté le 4 février 2021.



//

Le changement climatique est un risque majeur pour le secteur financier ... les Principes pour une banque responsable du UNEP ... visent à définir le cadre indispensable au système bancaire durable du futur.



128 Mds €

**d'actifs sous gestion
au 30 juin 2020**



550+

**experts
à votre service**



25 ans

**Leader dans
l'investissement responsable**

Ce document est publié pour information uniquement, il ne constitue pas une offre d'achat ou de vente d'instruments financiers, ni un conseil en investissement et ne confirme aucune transaction, sauf convention contraire expresse. Bien que Candriam sélectionne soigneusement les données et sources utilisées, des erreurs ou omissions ne peuvent pas être exclues a priori. Candriam ne peut être tenue responsable de dommages directs ou indirects résultant de l'utilisation de ce document. Les droits de propriété intellectuelle de Candriam doivent être respectés à tout moment; le contenu de ce document ne peut être reproduit sans accord écrit préalable.

Candriam recommande aux investisseurs de consulter sur son site www.candriam.com les informations clés pour l'investisseur, le prospectus et tout autre information pertinente avant d'investir dans un de ses fonds y inclue la valeur liquidative des fonds. Ces informations sont disponibles en anglais ou dans une langue nationale pour chaque pays où le fonds est autorisé à la commercialisation.



**CANDRIAM. INVESTING FOR TOMORROW.
WWW.CANDRIAM.COM**

CANDRIAM 
A NEW YORK LIFE INVESTMENTS COMPANY